

Gaz de schiste : la mobilisation va crescendo

Eric Cabanis

Partie du Larzac, terre de résistance aux décisions venues d'en haut, la mobilisation contre la recherche des gaz de schiste et huiles de schiste, jugée catastrophique pour l'environnement, va crescendo dans plusieurs régions du sud de la France et s'apprête à devenir nationale.

Les premières réunions d'opposants dénonçant un cataclysme écologique ont eu lieu en décembre sur le célèbre plateau.

Et depuis dix jours en Ardèche et dans la Drôme, vendredi soir à Millau en Aveyron, dans les zones visées par les permis de recherche, des centaines de personnes ont créé des collectifs opposés à tout début de travaux.

Le député européen Europe-Ecologie José Bové, présent à Millau avec le maire PS Guy Durand et une dizaine d'autres élus départementaux, a annoncé aux 300 participants une "réunion de l'ensemble des collectifs le 26 février à Valence".

Les présidents PS des conseils régionaux de Rhône-Alpes et de Midi-Pyrénées, Jean-Jack Queyranne et Martin Malvy sont aussi montés au créneau et deux semaines durant la ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet a dû répondre à des questions à l'Assemblée nationale.

Multipliant les paroles d'apaisement, elle a annoncé mercredi la suspension de la prospection.

"Aucune autorisation de travaux sur les gaz de schiste ne sera donnée ni même instruite avant le résultat (...) d'une mission pour évaluer les enjeux environnementaux", a-t-elle dit. Le rapport final sera rendu pour le 31 mai, d'après le ministère.

Loin de juguler l'incendie, cette décision a stimulé les opposants.

José Bové parlait en décembre de "gel", de "moratoire". Sur le plateau du Larzac, haut-lieu de la désobéissance depuis la lutte contre la décision de l'Etat d'étendre un camp militaire voici 40 ans, il lance désormais le mot d'ordre "d'abrogation".

Eva Joly, candidate à la candidature écologiste pour la présidentielle de 2012, venue le rejoindre, ajoute: "l'abrogation sera un combat important de ma campagne".

Tous deux qualifient de "danger mortel pour l'eau potable" la seule technique d'exploitation existante: la "fracturation hydraulique" ou l'injection de milliers de m3 d'eau sous pression avec du sable et des produits chimiques dans les couches marneuses profondes, où sont piégés les gaz de schiste, pour les faire remonter.

Les Etats-Unis en tirent 15% de leur gaz, au prix de pollutions des nappes phréatiques, de gaspillage massif d'eau et de détérioration des paysages, selon les opposants.

La ministre assure qu'il n'est "pas question" d'utiliser "des techniques dangereuses pour l'environnement" en France mais José Bové rétorque: "Voeu pieu! Les brevets et la technologie sont américains, et en France Total et GDF-Suez sont adossés à des Américains".

La France a octroyé trois permis de prospection en mars 2010 (10.000 km2 en Aveyron, Hérault, Lozère, Ardèche et Drôme). Avec les demandes en cours et les permis visant les huiles de schiste (schistes bitumineux) comme en Ile-de-France, "un huitième du territoire est concerné", estime José Bové.

La mobilisation pourrait s'étendre à l'Ile-de-France: les élus de gauche de la Région se sont opposés "fermement" à l'exploitation des huiles.

Elle peut aussi prendre un tour directement politique. Les opposants dénoncent "l'opacité" des conditions d'attribution des permis par Jean-Louis Borloo alors ministre, et y voient un "enterrement en grande pompe du Grenelle".

Beaucoup à Millau relevaient aussi la "proximité" des industriels choisis avec le pouvoir exécutif, citant un permis de forage dans l'Aisne, auquel participe la société Toreador, dont le vice-président est Julien Balkany, demi-frère de Patrick, proche du président Nicolas Sarkozy.